

Chapitre 24

VILLAGES DE METIER ET URBANISATION DE CAMPAGNES TRES PEUPLEES (DELTA DU FLEUVE ROUGE)¹

Sylvie FANCHETTE

Le delta du Fleuve Rouge au Vietnam fait partie des régions les plus densément peuplées de la planète avec plus de 1180 hab/km² en 1999. Ces chiffres correspondent plutôt à une occupation très dense des campagnes qu'à un développement des grandes villes : on compte 21% de population urbaine à la fin des années 1990 et Hà Nội, la capitale, dépasse à peine deux millions et demi d'habitants. Depuis l'époque collectiviste, les dirigeants ont tout fait pour limiter l'exode rural, occuper sur place la population rurale et contenir la croissance des villes.

Après trente ans de gestion collectiviste de l'agriculture et de l'économie et deux guerres meurtrières, une réunification difficile et la disparition de l'aide des pays de l'Est, le Vietnam s'est engagé depuis 1986 dans une politique d'ouverture ou Renouveau (Doi Moi). Le pays a depuis lors enregistré un rapide développement industriel et urbain grâce à l'ouverture des marchés, qui se décline à la fois par le développement de trois grands triangles métropolitains de croissance : celui du Nord avec Hanoi-Haiphong-Quang Ninh, celui du Centre avec Huê-Danang-Quang Ngai, celui du Sud avec Ho Chi Minh ville-Biên Hoa-Vung Tau, mais aussi par l'urbanisation des campagnes surpeuplées. En 1999, dans 28% des villages du delta, la densité résidentielle dépasse 15 000 habitants au km², chiffre semblable à celui du centre-ville de la capitale (DOUGLASS, DIGREGORIO. *et al*, 2002).

¹ Cette communication s'insère dans un programme de recherche intitulé « L'essor des villages de métier : le développement économique, l'industrialisation et l'urbanisation des campagnes dans le delta très peuplé du Fleuve Rouge », financé depuis novembre 2005 par un FSP en Sciences Sociales « Appui à la recherche sur les enjeux de la transition économique et sociale du Vietnam » et mené en partenariat depuis novembre 2003 entre l'IRD et le CASRAD de l'Académie des Sciences Agricoles du Vietnam et l'ONG PHANO du Vietnam.

Si les réformes de libéralisation de l'agriculture ont permis une reprise de la production (4,5% par an de taux de croissance entre 1990 et 1999), qui a assuré l'autosuffisance alimentaire du pays, la main d'œuvre agricole, qui représente 63% de la force de travail nationale, est en grande partie sous-employée. Limités par des exploitations très petites (550 m²/hab.), les paysans ont entrepris de diversifier leur production encore dominée par la culture du riz - grâce au mode de production intensif et d'échange localisé appelé VAC-RDT, horticulture, pisciculture, élevage, rizière ou sylviculture, services et négoce, artisanat et petite industrie - et surtout de chercher d'autres sources de revenus : on estime que 13% de la population rurale du delta du Fleuve Rouge travaille en ville de façon alternante (DAO THE TUAN, LE THI CHAU DUNG, 2000).

Toutefois, la spécificité du Nord Vietnam tient au fait que les villes n'ont pas le monopole de l'industrie. Malgré la priorité donnée à la riziculture, les villageois du delta du Fleuve Rouge ont su très tôt, dès le XI^{ème} siècle, intégrer dans l'économie rurale l'industrie et l'artisanat. A l'époque impériale, ces deux activités étaient pratiquées dans les villages spécialisés et non dans les villes qui, symbolisant la présence du pouvoir, étaient considérées comme des centres politiques et marchands (LANGLET QUACH THANH-TAM, 1993). D'origine fort ancienne pour une part élevée, ces villages ont développé des activités artisanales grâce à l'octroi de monopoles pour la production d'objets nécessaires au fonctionnement de la capitale impériale, et à l'approvisionnement en produits de première nécessité d'une société villageoise tournée vers l'autoconsommation. Ils ont depuis toujours été intégrés dans des réseaux de relations anciens, liés à la capitale par le « Quartier des 36 rues et corporations » et aux zones d'extraction de la matière première, aux marchés nationaux et internationaux (surtout la Chine).

Depuis le Doi Moi, un nombre très élevé de villages a développé de nouvelles activités, suite à l'ouverture économique et la liberté d'entreprendre, à l'accélération des rapports villes-campagnes, bridés pendant l'époque collectiviste, et aux politiques étatiques et provinciales incitatives. Par exemple, un quart des quelque 400 villages de métier que compte la province de Ha Tay a développé des activités depuis le Doi Moi.

Le delta du Fleuve Rouge totalise actuellement environ 1000 villages de métier. Ces villages produisent des articles destinés à la vie quotidienne locale (agro-alimentaires, objets de cultes, produits industriels et matériaux de construction, services commerciaux et de transport...) et à l'exportation (vannerie, meubles, vêtement en laine et objets d'art...). Ils bénéficient de revenus quatre fois supérieurs à ceux des villages « agricoles » ; ils ont pu ainsi investir dans le bâti et améliorer leurs conditions de vie. Le développement des activités non-agricoles dans les campagnes et l'industrialisation rurale constituent une des priorités du gouvernement

vietnamien, à la fois pour augmenter les revenus des foyers ruraux et stimuler la demande en produits de consommation, mais surtout pour créer de l'emploi et limiter l'exode rural vers les villes. Une telle volonté se fonde sur le constat que, avec la surcharge d'emplois dans le secteur étatique et dans l'agriculture, le secteur privé présente le plus de perspectives d'embauche des nouveaux venus sur le marché du travail. Ainsi, les villages de métier et les petites entreprises rurales ont enregistré une croissance rapide de leur production (8% par an entre 1987 et 1997). Par ailleurs, les activités pratiquées dans les villages de métier demandent en général peu d'investissements au regard de leur capacité à employer de la main d'œuvre et à la plus value générée par chaque travailleur. Enfin, les entreprises rurales ont joué un rôle non négligeable pour assurer les besoins essentiels des populations rurales durant les crises industrielles que le Vietnam a connues. L'Etat vietnamien a donné la priorité au développement des villages de métier et y consacre, en liaison avec les Comités Populaires des Provinces, de larges fonds. L'objectif est multiple : développer le potentiel des métiers artisanaux pour la production de biens destinés aux marchés nationaux et internationaux ; élargir le potentiel des villages de métier existant et en créer un millier d'ici 2010 ; encourager les industries à embaucher la main d'œuvre locale et utiliser le matériel local ; développer des activités de prestations, tels les transports, l'approvisionnement en énergie et en eau, des services techniques pour l'agriculture et l'élevage, des services financiers et de formation (DIGREGORIO, 2001). Selon un rapport de la Banque Mondiale de 1999, les villages de métier participent à 41% au PIB du secteur industriel et occupent 64% de la main d'œuvre du secteur industriel non étatique. Le taux de croissance de la production artisanale et industrielle rurale atteint 9% par an depuis la fin des années 1990 et le montant des exportations dépasse 600 millions de \$US en 2003.

Cette communication étudie les tendances récentes du processus d'urbanisation des campagnes à travers les villages de métier du delta du Fleuve Rouge. Elle analyse les modalités de la création d'un nouvel espace industriel et artisanal dans une région très densément peuplée et fortement marquée par la présence de l'eau et des risques d'inondation. L'approche considère plusieurs échelles :

- au niveau intercommunal : les clusters ou organisations en grappe des villages de métier spécialisés dans la même branche d'activité,
- au niveau communal : les nouveaux espaces de production, zones artisanales ou mini-zones industrielles, créés par les collectivités locales,
- au niveau villageois : le processus de désenclavement de la production, la linéarisation attachée aux axes routiers et/ou hydrauliques, le remblaiement des étangs et plans d'eau pour l'extension de l'espace résidentiel et de production, la localisation des entreprises polluantes.

La réflexion prend appui sur trois axes de questionnement. Le premier demande si l'organisation des villages de métier en cluster constitue une troisième voie pour intégrer la multitude d'entreprises familiales informelles, à un système économique en transition (entre le système collectiviste et le libéralisme) de plus en plus concurrentiel et ouvert sur le marché international. Deuxième axe, comment un espace organisé principalement autour de la riziculture inondée et très peuplé peut-il intégrer en son sein d'autres activités de plus en plus consommatrices d'espace et de plus en plus polluantes ? Enfin, il s'agit de comprendre le mode de différenciation, spatiale et sociale, au sein de villages aux activités variées et fortement marqués par la présence de l'eau, dans le contexte d'une densification de l'habitat et d'une valorisation de la rente de proximité d'axes routiers, pour le commerce et l'industrie, et de voies fluviales, pour les entreprises les plus polluantes. Nous étudierons comment un processus d'urbanisation in situ s'opère dans les villages les plus dynamiques et hypothèque les modes de gestion de l'espace et de contrôle social d'antan.

Les clusters de villages de métier : un système de production territorialisé qui répond à la spécificité de l'industrialisation rurale dans le Vietnam en transition

Les villages de métier du delta du Fleuve Rouge sont pour la plupart organisés en *clusters*² spécialisés dans une activité. Le travail est socialement divisé dans le cadre d'accords de coopération partenariale informels entre entreprises de petite taille aux activités complémentaires, qui effectuent un segment du processus productif, et entre entreprises de taille variable liées par des relations de sous-traitance. Le développement de ce système de production territorialisé bénéficie des avantages du rassemblement dans un même espace de savoir-faire, de réseaux de relations villageois basés sur la confiance et de la flexibilité d'entreprises de statuts très différents. Contrairement aux grandes entreprises du secteur formel étatique ou privé, l'organisation en cluster répond plus rapidement au marché, notamment du fait d'une bureaucratie moins lourde et de leur appartenance, pour la plupart, au secteur informel. Les coûts de production sont moindres que pour les grandes entreprises, avec l'utilisation d'une main d'œuvre familiale, dans certains secteurs à majorité féminine, en grande partie sous-payée pour les activités les moins qualifiées, et pour la plupart pratiquant en parallèle les activités agricoles. Les relations entre villages d'un même cluster et entre artisans s'appuient fondamentalement sur des relations familiales, amicales, politiques ou professionnelles qui peuvent être fort anciennes.

² Par cluster de villages de métier, on entend un regroupement de villages dont les entreprises non agricoles sont spécialisées dans la même activité ou le même groupe d'activités.

Les clusters de villages de métier ont des tailles très variables. Certains s'organisent localement entre plusieurs communes, tandis que d'autres intègrent à l'échelle nationale, voir internationale, une multitude d'acteurs localisés en amont et en aval des filières, des agents d'exportation installés dans la capitale du Sud, Ho Chi Minh Ville, ou à l'étranger. Dans le cas de filières commerciales longues, on parlera plus de réseau. Le regroupement spatial des activités est admirablement démontré par la carte des activités dans les provinces de Ha Tay et des Bac Ninh (carte hors texte VII, 24.1), provinces faisant l'objet de notre étude. On remarque l'importance du nombre des villages spécialisés dans la vannerie du bambou et du rotin, et leur localisation à l'Ouest de la province, non loin de la zone montagneuse d'où viennent les matières premières. Les villages de brodeurs sont tous regroupés dans le sud-est de la province.

Chaque village est spécialisé dans un type de produit, mais il dépend des autres pour son approvisionnement en matières premières, en savoir-faire, en espace de production ou en main-d'œuvre. Selon les activités, il existe tout un système de sous-traitance entre les villages et entre les sociétés privées et les entreprises familiales.

Le cas du cluster de bois de Đông Ky

Dong Ky est un village de charpentiers et de vendeurs de buffles qui, depuis le Doi Moi, a su opérer une rapide reconversion dans le métier de la menuiserie de qualité grâce à l'esprit d'entreprise, au sens du commerce, à la mobilisation du capital financier et social de ses habitants pour utiliser les savoir faire des artisans des villages limitrophes. Ce cluster de villages de meubles d'art (carte hors texte VIII, 24.2) s'organise sur trois types de relations. C'est d'abord la sous-traitance d'une partie du processus de production : elle est commandée par un nombre limité d'entreprises formelles (SARL, compagnies, coopératives, entreprises déclarées) siégeant dans le village de Dong Ky, à une multitude d'ateliers familiaux. Les ateliers des villages limitrophes sont depuis longtemps spécialisés dans la sculpture sur bois (bas-reliefs, laque ou menuiserie simple) destinée aux rituels religieux et à la Cour impériale, et effectuent une partie de la production des meubles d'art pour le compte des grandes entreprises de Dong Ky. Ces dernières font aussi appel à des artisans originaires d'autres provinces, tels Chuyen My (province de Ha Tay), spécialisé dans l'incrustation de nacre sur bois, et La Xuyên (province de Nam Dinh), spécialisé dans la fabrication des meubles de type ancien. Avec la croissance de la production, des entreprises privées, des SARL ou des coopératives ont vu le jour à partir d'initiatives locales ; elles visent à gérer tout le processus de production ainsi que la commercialisation des produits vers l'étranger. Une concurrence exacerbée s'opère entre elles, risquant de mettre en péril l'équilibre du cluster. Environ 4000 personnes originaires des communes voisines (Huong Mac, Phong Khe, Tiet Binh et Van Hà (province de Hanoi), ou parfois d'autres

provinces, travaillent pour les entreprises de Dong Ky, soit à domicile soit dans les ateliers de ce village. Plus de 2000 personnes se sont installées dans la commune de Dong Quang dont fait partie Dong Ky. On compte environ 500 personnes de Chuyen My (Hà Yây) qui pratiquent l'incrustation de la nacre ou commercialisent la nacre. Le deuxième type de relations entre ces villages de meubles d'art porte sur la formation et la diffusion des savoir-faire. Le métier des meubles d'art anciens a été développé par quelques artisans réputés de Dong Ky. Qui ont eu l'idée, à la fin de l'époque collectiviste, de reproduire des meubles anciens pour le marché de la nouvelle bourgeoisie hanoïenne et pour l'export vers la Chine. De nombreux apprentis ont appris ce métier dans les ateliers de la commune, certains se sont mis ensuite à leur compte. Enfin, le commerce fonde le troisième et dernier type de relations. Dong Ky est au centre d'un large réseau de commerçants, d'artisans et de marchands de bois à l'échelle du delta, du Vietnam et de l'Asie du Sud-Est et de l'Est. C'est le plus grand marché de la région (bois du Laos, du Cambodge, de la Malaisie). Il approvisionne les artisans des villages de la province, mais aussi de Hà Yây et même de Chine. L'organisation des relations de travail s'opère comme suit :

- soit les entrepreneurs de Đông Ky sous-traitent une partie du processus de production aux villages des communes voisines en fonction de leur spécialité, et ensuite assemblent les pièces dans leurs ateliers. Cela revient moins cher de payer les artisans à la tâche que de les salarier dans des entreprises où la place manque. De même, le fait de fractionner le processus de production entre plusieurs ateliers, permet de limiter les risques de copie des meubles finis par les ateliers sous-traités.

- soit ils embauchent des artisans dans leurs ateliers pour effectuer les petites commandes, contrôler la qualité et faire les finitions (ponçage, vernis, peinture et surtout pour assembler les meubles);

- soit les entreprises satellites non déclarées revendent leurs meubles aux entreprises formelles de Dong Ky, profitant de leur statut juridique et financier et de leurs relations commerciales pour exporter.

Da Hoi, ou l'expansion spatiale d'un village très dynamique de la métallurgie et de l'acier

Dans cette région, les villages de métier qui ont connu une forte croissance de leur production depuis les années 1990 se trouvent limités par le manque d'espace. Une des stratégies des villages les plus dynamiques est de s'étendre sur le territoire des villages voisins, soit en louant des parcelles à prix d'or, soit en y délocalisant une partie du processus de production qu'ils ne peuvent effectuer chez eux, faute de place. Le village de Da Hoi (commune de Châu Khe, carte 24.3), qui pendant 400 ans, et ce jusqu'à l'époque collectiviste, était spécialisé dans la fabrication d'outils aratoires, est devenu le centre du cluster de la fonderie du fer et de l'acier, un des plus actifs de la province de Bac Ninh. Ce cluster est composé de 9 villages :

- Les six villages de la commune de Chau Khe, avec Da Van, Song Thap et Trinh Xa comme premières extensions de Da Hoi. Les habitants de Trinh Nguyen fournissent en charbon les ateliers de la commune, et tous les villages de la commune approvisionnent en main d'œuvre les ateliers de Da Hoi. Le village de Trinh Xa, historiquement spécialisé dans la collecte des métaux recyclés, joue un rôle mineur dans l'approvisionnement des fonderies de Da Hoi. Cependant, depuis quelques années, ses terrains localisés le long de la route qui mène à la Nationale 1A ont été complètement investis par des entreprises de Da Hoi pour la création de magasins et d'ateliers (DIGREGORIO, 2001).

- Deux villages dans la commune voisine de Duc Tu (appartenant à la province de Hanoi) : Dong Phuc, qui est peu accessible par la route sert de zone d'extension secondaire. Duc Tu est à la fois source de main d'œuvre et zone d'expansion de l'espace industriel pour installer des fonderies, des ateliers de fabrication de tiges de fer, des barres de fer, de grillages et de clous.

- Une petite zone industrielle dans un territoire de la commune voisine de Dinh Bang, localisé le long de la nationale 1A, est une zone d'expansion des fonderies de Da Hoi. Presque tous les ateliers de cette zone appartiennent à des villageois de Da Hoi.

Il existe au sein des villages une division du travail entre les entreprises, chacune effectuant une étape du processus de production. Avec la croissance de la production et la diversification des produits, on assiste à une division du travail entre foyers et à un allongement de la chaîne de production. C'est le cas des activités où la matière première est recyclée : après une longue chaîne de collecteurs (papier ou métaux), plusieurs types d'artisans interviennent en investissant dans des machines pour traiter la matière, tels les fondeurs de métal qui vendent la matière recyclée sous forme de plaques prêtes à l'emploi à ceux qui vont les découper pour fabriquer marmites, plateaux ou gongs. Les artisans qui ne disposent pas de machines, vendent leur force de travail pour réaliser une partie de l'article. A Dai Bai, le martelage des gongs en bronze, activité manuelle épuisante, se trouve sous-traité aux foyers les plus pauvres qui ne font que le « couvercle » du gong. L'artisan qui vendra l'objet fera le montage de l'article définitif. Autre exemple, le village de la métallurgie de Da Hoi qui a bénéficié de la création d'une zone artisanale de 13 ha. Cette dernière permet aux entreprises les plus dynamiques d'élargir leur capacité de production, en installant des machines de grande taille et très polluantes, tels les fours et les laminoirs. La commune connaît une division spatiale de la production, avec une complémentarité entre les entreprises : celles qui fondent les métaux de récupération pour fabriquer des lingots en fer, lingots ensuite vendus aux ateliers producteurs de barres de fer pour la construction ou de tiges. Les barres serviront aux ateliers du village voisin de Da Van, spécialisé dans les

grillages métalliques pour la consolidation des digues, ou aux ateliers du centre villageois producteurs de clous ou d'objets de quincaillerie.

Ainsi de grandes entreprises spécialisées dans l'exportation de produits artisanaux ont mis en place un système d'intégration des ateliers familiaux par sous-traitance. Elles signent des commandes en bonne et due forme avec des clients étrangers, sous-traitent leurs commandes à des chefs de production qui, à leur tour, redistribuent le travail à une multitude de foyers qui n'effectuent qu'une partie de la production manuelle. Ce type d'organisation du travail concerne principalement les activités de la vannerie (bambou, rotin et osier) qui demandent peu de savoir-faire, et dans une moindre mesure, la fabrication de tricots en laine. Existe aussi des relations de sous-traitance contractuelles entre de grandes entreprises localisées en ville ou dans les grandes ZI urbaines, n'ayant pas les moyens d'importer certaines pièces de l'étranger et les font faire par des entreprises spécialisées dans les villages de métier. C'est le cas de certains ateliers du village de marteleurs de Dai Bai (fabrication d'accessoires en cuivre), qui signent des contrats de plusieurs centaines de milliers d'euros par mois à des grandes entreprises. L'organisation favorise l'intégration des entreprises familiales, majoritaires dans les villages, au sein d'un système de production de plus en plus concurrentiel et ouvert vers le marché international.

Phu Nhia (Ha Tôy): un cluster de vanniers en pleine évolution.

Activité traditionnelle, le tressage du bambou et du rotin a pris son essor à l'époque collectiviste, grâce à la création d'une coopérative et l'ouverture des marchés d'Europe de l'Est. La diffusion du métier s'est effectuée à partir du village de Phu Vinh où résident des artisans renommés, vers les villages limitrophes. Elle a pris appui sur des cours de formation organisés par la coopérative dans les années 1960, et à l'initiative des communes du district dans les années 1970 puis 1980. Chaque commune est spécialisée dans un seul type de produit, en bambou, ou en rotin pour les plus talentueux : il existe une multitude de façons de tresser les différents types de bambous et les fibres de rotin.

Le système de sous-traitance s'organise entre des entreprises formelles (SARL, Compagnies ou coopératives) qui ont su s'adapter à l'ouverture des marchés et capter les marchés internationaux, et des chefs de groupes de production qui ensuite répartissent les commandes entre les artisans de leur groupe. Le village mère de Phu Vinh compte un plus grand nombre d'entreprises formelles qui, localisées soit dans la ZI soit le long de la route nationale, sous-traitent à des groupes de production des autres villages. Un marché de matières premières déjà traitées par des grandes entreprises d'autres communes spécialisées dans le commerce du bambou et du rotin se tient à Phu Vinh tous les matins. Il approvisionne les groupes de production des communes du voisinage. Un même objet, s'il est très ouvragé peut passer entre les mains de plusieurs artisans qui sont spécialisés dans une

étape de sa fabrication ; la fabrication du plateau en bambou, puis le tressage du pourtour avec des fibres de rotin, puis, enfin, l'entreprise du chef du groupe de production où les finitions (contrôle de la qualité, vernis et emballage) seront effectués. Ce cluster doit son dynamisme à la forte division du travail entre les communes, à la très forte spécialisation des villages de vanniers, ce qui limite la concurrence, et à la sous-traitance des entreprises familiales.

Les origines de ce système de production localisé

Le regroupement d'activités autour d'un village mère traduit une dynamique de diffusion de l'activité portée par une division du travail entre villages complémentaires.

Les modes de diffusion des activités artisanales

A l'époque collectiviste, des coopératives pour l'exportation de produits artisanaux (vannerie, textile ou objets d'art) vers les pays d'Europe de l'Est ont été créées dans les villages renommés. Les villageois des localités limitrophes ont été formés pour augmenter leur capacité de production. Très rapidement de nombreux villages ont été intégrés dans ces nouveaux clusters. Depuis le Doi Moi, l'apprentissage par le système de sous-traitance et l'incorporation des villageois dans les ateliers les plus productifs a assuré la formation de nombreux artisans.

Une très grande division du travail et une spécialisation des villages

Dans un contexte culturel marqué par l'esprit de monopole, à savoir le souci de garder secrets, au sein du village qui les a mis au point, les procédés de fabrication de produits artisanaux (GOUROU, 1936), les métiers, dans de nombreux cas, avaient été initiés par des mandarins originaires du village. Des mythes de fondation racontent comment à leur retour d'une ambassade en Chine, où ils avaient appris ce métier, ces ancêtres du métier avaient cherché à aider les villageois en leur enseignant leur art. Tout un système de règles sociales était écrit. Il était par exemple interdit aux femmes de se marier en dehors du village. Dans certains cas, on n'enseignait pas le métier aux jeunes filles de peur qu'elles n'aillent diffuser le métier dans le village de leur mari. La pauvreté des artisans semble aussi avoir été un des facteurs déterminants de la division du travail. Pour Pierre Gourou, dans les années 1930, les artisans cherchaient à réaliser rapidement un bénéfice en n'ayant pas les moyens d'acheter beaucoup de matière première et d'immobiliser du capital. Ils vendaient leur produit semi-ouvré à un autre village qui l'achèverait. Cela nécessitait d'élargir l'espace de production des artisans qui devaient s'organiser en chaîne de production au sein d'un même territoire

(GOUROU, 1936). Tels furent les prémisses du cluster de villages de métier. Cette division du travail était particulièrement marquée dans l'industrie de la soie. Les étapes du processus de production, nombreuses, étaient entreprises par différents villages organisés en réseau: la culture du mûrier et l'élevage du vers à soie, le dévidage du cocon de vers à soie, le filage de la soie, le tissage et la teinture. Par ailleurs, il existait une grande variété de soieries : l'organdi, le brocard, le taffetas, le velours, la satin, les soies grèges... et chaque village de tisserand avait sa spécialité. L'utilisation fractionnée de la matière première pour la fabrication d'articles différents (tel le bambou ou les feuilles de latanier) explique, par ailleurs, l'extrême interdépendance des villages. Un village n'utilisait pour la fabrication qui lui était propre qu'une partie d'une matière première et vendait la partie qu'il n'utilisait pas à d'autres villages qui en avaient besoin pour d'autres catégories d'objets. Le bambou est de loin la principale matière première de la vannerie. Pierre Gourou a dénombré 19 types d'ustensiles et d'objets fabriqués en cette matière : de la baguette utilisée pour saisir les aliments, aux coiffes, en passant par les engins de pêches et aux paniers de toutes sortes. Chaque village se spécialisait dans un de ces types d'articles (GOUROU, 1936).

Toutefois, certaines activités ne sont pas organisées en cluster car elles nécessitent peu de main d'œuvre, des techniques très perfectionnées et ont un marché limité. C'est le cas des villages producteurs d'objets d'art en laque ou en nacre, et les céramiques.

Un système ancien dont la stabilité s'explique par la forte interdépendance entre la ville et la campagne

Le fondement de l'ancienneté des villages de métier et de leur capacité à traverser des périodes politiques et économiques tumultueuses sans pour autant disparaître, comme cela a été le cas dans de nombreux pays d'Asie, repose sur leur organisation ancienne en cluster. De même, la ville de Hanoi, et tout particulièrement le quartier des « 36 rues et corporations », a joué un rôle primordial dans l'organisation de la production et de la commercialisation des produits artisanaux.

Au XVII^{ème} siècle, ce quartier était organisé en rues spécialisées dans un type d'articles fabriqués dans des villages du delta du Fleuve Rouge ou à proximité de la capitale, autour du Lac de l'Ouest. On comptait une centaine de rues, chacune dénommée par un produit : rues du Sucre, du Chanvre, des Cartes, des Teinturiers, des Tasses, du Coton, de la Soie, des Plateaux, de l'Etain, des Tambours, des Eventails, des Peignes... Les marchands étaient parfois eux-mêmes les artisans. Selon les époques et les coûts, selon l'état des commandes, on pouvait fabriquer à la campagne une partie de la production ou, à l'inverse, faire venir en ville de la main-d'œuvre supplémentaire (PAPIN, 2001, p.174). Chaque rue était habitée par des

artisans d'un ou de plusieurs villages qui pratiquaient la même activité. Au cœur d'un marché de consommation en produits de luxe destinés à la Cour impériale et au carrefour des routes commerciales entre le nord et le sud du pays et entre le delta et l'extérieur, Hanoi a impulsé dans les campagnes les ferments de l'activité artisanale dans une région où la limite entre l'urbain et le rural restait très ténue. En effet, à la différence de la Chine où les élites vivaient en ville, le Viet-Nam a produit une classe mandarinale qui provenait en partie de la campagne mais qui, en fin de carrière, y retournait finir ses jours. De même, une fois qu'ils s'étaient enrichis à Hà Nội, certains artisans revenaient investir au village pour acheter de la terre ou se construire une habitation (PAPIN, 2001). Les riches artisans faisaient aussi des dons pour construire des édifices religieux dans leur village d'origine.

Le système d'échange entre la capitale impériale et les villages de la proche « banlieue » et du delta a permis l'élaboration d'un processus d'urbanisation des campagnes et l'essor économique de Hanoi. Un rayon équivalent à une journée de marche de la capitale comptait tout un réseau de marchés régulièrement fréquentés par des marchands qui exerçaient aussi dans les marchés de Hanoi (NGUYEN THUA HY, 2002, p.106). Grâce à ce système, la sphère d'influence de la ville s'étendit alors que jusque-là l'essor commercial avait été bridé par les monarques.

Un espace rural deltaïque à réaménager pour l'industrialisation villageoise

La politique actuelle de développement de l'artisanat et de l'industrialisation rurale s'opère dans un espace rural qui a été organisé pour la riziculture irriguée. Un complexe réseau de canaux et de drains, destiné à évacuer la crue de mousson et irriguer les terres les plus hautes en saison sèche, doit être profondément réaménagé pour accueillir des activités consommatrices d'espace et d'eau. Par ailleurs, le milieu deltaïque dont les fleuves principaux ont été endigués depuis parfois plusieurs siècles pour protéger la plaine, voit les risques d'inondation s'aggraver avec ces aménagements ; il s'agit pourtant de maintenir sur place une population rurale à faible revenu et à faible qualification, en créant des emplois.

Les facteurs limitant l'extension de l'espace artisanal-industriel

Depuis l'ouverture économique de la fin des années 1980, les entreprises les plus performantes ont cherché à élargir leurs capacités en mécanisant leur système de production et en diversifiant leurs activités. Cependant elles se heurtent à un triple problème inhérent à leur localisation. D'abord, la densité de population qui ne peut accueillir des activités demandant beaucoup de place. Une enquête (DIGREGORIO, 2001) au

village de Da Hoi, a montré que la densité résidentielle y atteignait 19,396 personnes par kilomètre carré (194 personnes/ha), chiffre qui n'est pas éloigné de la moyenne de densité des districts urbains de Hanoi (26.000). 85% des ateliers sont installés dans l'espace résidentiel et ils ont une taille moyenne de 185 m², tandis que les parcelles n'accueillant que des résidences avaient une taille moyenne de 127 m². De plus, les activités très polluantes (métallurgie, papeterie, traitement des bambous et rotin) ou sonores comme la métallurgie ou le tissage, peuvent difficilement se maintenir sur place, s'il n'y a pas de disposition spécifique pour évacuer les eaux usées, fortement chargées de produits chimiques. Par ailleurs, l'enclavement des activités au sein du village, au fond des impasses accessibles uniquement par un dédale de ruelles, limite l'approvisionnement en matières premières pondéreuses et leur accès à la clientèle. Les relations avec le milieu hydrique posent le deuxième groupe de problèmes. Les activités demandant beaucoup d'eau, pour refroidir les machines, comme dans le cas de la métallurgie ou pour tremper les matières premières (écorces, fibres et bambou) ou un exutoire pour évacuer les eaux usées, comme dans la papeterie, doivent se délocaliser près des cours d'eau d'eaux (canaux, arroyo ou rivières). Enfin, l'alimentation énergétique pose problème dans le delta, car l'approvisionnement en électricité dans les villages est déficient. Il est insuffisant pour faire fonctionner les machines puissantes (métallurgie, chaînes de papier...) et subit de fréquentes coupes ou baisses de tension.

Avec la croissance de l'activité dans les années 1990, l'espace de production s'est élargi, d'une part au sein de l'espace résidentiel, et d'autre part à la périphérie du village à l'emplacement des anciennes coopératives et le long des digues. Ces dernières zones, à rente foncière élevée, sont normalement entièrement destinées aux activités les plus productives et non à la résidence.

Les modalités de la transformation de l'espace rural industrialisé

Avec la densification de l'habitat, la valorisation de la rente de proximité des axes routiers et des voies fluviales, la création de mini-zones de production à la périphérie des villages, le cœur des villages, enclavé par rapport aux axes routiers, perd de son intérêt pour les artisans et les commerçants. Par contre, les années 1990 ont vu se créer dans les villages ayant amorcé un début de mécanisation de leur production, de nouveaux espaces de production là où il y avait de la place (le long des digues ou des routes, à l'emplacement des anciennes coopératives ou de bâtiments administratifs, ou à l'emplacement d'anciens étangs qui ont été comblés). Pour ce faire, les Comités Populaires des Provinces ont pris des mesures pour changer le statut des terres agricoles en terres destinées à la production industrielle, et créé de mini-zones artisanales informelles destinées uniquement aux artisans de la commune. Un cas exemplaire est celui du

village de production du papier de Duong O. En 1994, l'Etat a interdit la production des pétards et l'ensemble de l'économie villageoise a sombré. Les entreprises ont dû se reconvertir dans d'autres types de papier (papier machine, papier toilette et papier d'emballage), activités demandant une mécanisation de la production, donc de plus grandes surfaces. Les Comités Populaires de la province et de la commune ont mis en place tout un arsenal juridique pour faciliter l'accès des artisans aux terres, dans un pays où les rizières sont sacrées et où l'on ne change pas facilement le statut des terres agricoles. Puis dans les années 2000, les Comités Populaires des provinces ont édicté des lois pour créer des zones industrielles et artisanales dans les communes les plus dynamiques. Actuellement, la province de Bac Ninh est en train d'aménager et de construire 18 zones industrielles (ZI) pour les villages de métier et de multi-métier. Dès lors, un espace de production à trois vitesses s'est mis en place :

- les ZI des entreprises mécanisées de même niveau de production que les grandes entreprises formelles du secteur étatique ou des FDI ; elles produisent à moindre coût que ces dernières et se sont insérées dans les niches productives de produits de qualité secondaire. Elles sont de plus en plus consommatrices d'espace et d'énergie (à Da Hoi, la facture d'électricité mensuelle des entreprises de la ZI atteint entre 60 et 100 millions de VND (3000 à 5000 euros)). Leur niveau d'investissement pour s'installer dans la ZI atteint 2 à 10 milliards de VN dans le village des papetiers (100.000 à 500.000 euros), ce qui est énorme pour des entreprises qui 15 ans plus tôt fabriquaient du papier de « riz » à la main !!!

- aux marges de l'espace résidentiel, le long des digues, à l'emplacement des anciens locaux des coopératives ou d'étangs qui ont été partiellement comblés, des entreprises ayant amorcé un début de mécanisation se sont installées.

- dans l'espace résidentiel villageois, seules les activités manuelles ou utilisant des machines de petite taille se maintiennent. Les entreprises familiales, à faible capacité investissement, utilisent en grande partie la main d'œuvre familiale ou rémunérée au forfait et sont en grande partie sous-traitées. Malgré le bruit assourdissant de certains ateliers (métallurgie, papeterie et textile), ces activités sont tolérées. Les ateliers ne travaillent pas la nuit, contrairement à ceux de la zone industrielle.

La rapide croissance des entreprises dans les ZI a cependant atteint un niveau limite, notamment du fait de la conjoncture économique difficile : la concurrence avec la Chine et entre les entreprises mécanisées de la zone, l'élévation rapide du prix des matières premières (il est de plus en plus difficile d'importer du bois ou d'acheter des métaux recyclés) et le coût élevé des emprunts. De nombreuses entreprises ne veulent plus rentrer dans le cycle de la production et de l'endettement, et préfèrent se maintenir dans le village.

En revanche, dans le secteur de la métallurgie pour la construction, secteur en pleine croissance du fait de la spéculation immobilière et de l'extension des villes, les entreprises de Da Hoi cherchent désespérément de nouvelles terres pour accroître leurs capacités productives. La ZI de 13 ha a été remplie très rapidement et les entrepreneurs estiment qu'il leur faudrait 60 ha en plus pour satisfaire leurs besoins fonciers.

Conclusion : les limites du modèle de développement des villages de métier

Le rapide développement des activités artisanales et surtout industrielles a généré de graves problèmes. L'espace original des villages de métier créé tout au long des siècles par la pratique de l'artisanat est soumis à de nouveaux stress environnementaux et sociaux depuis que les méthodes de production ont changé de dimension. Dans cette région deltaïque au peuplement dense, le territoire agricole est fortement maillé par un réseau hydraulique, imbriqué dans l'espace de production artisanal. Alors que les infrastructures hydrauliques ont été conçues et modernisées au niveau communal dans le but d'assurer la production agricole et de protéger la population contre les inondations, le réseau hydraulique a été détourné de son usage premier. Certains cours et points d'eau à vocation d'irrigation et de drainage, ou piscicole, sont devenus de véritables égouts pour les entreprises artisanales et industrielles. Comme il n'y a pas de réseau permettant de drainer séparément les eaux agricoles et les eaux usées industrielles, les polluants émis par les villages de métiers transitent par les cours d'eau, vers les terres agricoles des finages voisins. La pollution des eaux dans certains villages de métiers (producteurs de papier, de métaux, de textiles...) a atteint des niveaux très élevés en métaux lourds, en acides et en coliformes... (DIGREGORIO, 1999). La fumée des fours à charbon des céramistes diffuse des poussières nocives. Dans les villages de métallurgistes, les femmes sont atteintes de graves maladies gynécologiques, les enfants de malformations et la population toute entière de maladies respiratoires. Les petites entreprises rurales sont moins polluantes que les grandes usines, car elles utilisent les matières premières recyclées demandant moins de produits chimiques pour être traitées. Toutefois, le fait qu'elles soient nombreuses, dispersées dans l'espace et localisées dans les centres villageois, cause de graves dommages. La multiplication des entreprises artisanales familiales ou individuelles sans capitaux pour investir dans le traitement des eaux, le manque de place pour élargir la production et la rendre plus appropriée pour la santé humaine, le manque d'instance coopérative et communautaire qui permettraient de traiter de façon globale les déchets, la pollution des rivières situées à l'aval de Hà Nôi par les usines de la capitale et le versement des égouts, sont autant d'éléments qui mettent

en péril ces activités. Certaines entreprises très consommatrices (métallurgie et papeterie) ont entrepris de fonder des puits artificiels, ce qui à terme risque de créer des phénomènes de subsidence, dans un delta déjà soumis aux inondations. Les grandes entreprises de la papeterie ont dû installer des systèmes très coûteux de recyclage des eaux en circuit fermé car les puits artésiens ne leur suffisent pas. Ils rejettent ainsi très peu d'eau usée dans les canaux et polluent beaucoup moins les eaux d'irrigation que les petites entreprises.

Malgré les projets de traitement des eaux par les collectivités locales dans les zones industrielles, aucun système n'est opératoire dans les villages enquêtés. Un projet de création d'un lac biologique à Duong O traîne depuis plusieurs années, par manque de fonds, l'Etat et les artisans tardant à participer financièrement au projet. La faible capacité d'investissement de la plupart des entreprises familiales et le manque de prise conscience des problèmes environnementaux chez les entrepreneurs formels, notamment de la pollution des rivières des canaux, risquent d'hypothéquer l'avenir et de créer de graves problèmes au secteur agricole. Par ailleurs, l'attribution de prérogatives à des collectivités locales est à l'origine des nombreux dysfonctionnements des ZI. Normalement, les Comités Populaires des communes s'occupent de la sécurité, de la population, des affaires civiles et sociales, et de la gestion foncière des communes. Elles n'ont pas autorité en matière de gestion de l'eau, de l'électricité, de la collecte des ordures, des impôts, toutes ces responsabilités incombant aux services spécialisés des districts. Il n'existe pas de personnel compétent au niveau des CP des communes, qui sont des entités élues, pour prendre en charges des fonctions techniques. Ces ZI devaient accueillir une population limitée de travailleurs et d'entrepreneurs. La construction de nombreuses résidences et l'afflux des familles a fait augmenter les densités démographiques bien au-delà de ce qui était prévu et créé un stress sur les ressources en eau, en électricité et nécessite la mise en place de services de collectes d'ordures. Tout cela n'a pas été mis en place. Les tentatives pour séparer les activités artisanales polluantes du cœur villageois n'ont pas été très convaincantes : les artisans construisent de grandes demeures dans les zones industrielles, au lieu même de leur nouvel atelier. Ils maintiennent parfois l'activité subalterne dans l'ancien atelier du centre-villageois, maintenant un haut niveau de pollution. Ces ZI sont créées en général sur les terres rizicoles. L'expropriation des paysans et leur indemnisation sont des opérations longues et coûteuses. Elles posent de graves problèmes socio-politiques dans les communes où des administrateurs corrompus ont distribué des parcelles à certains grands entrepreneurs contre des pots de vin. Certaines zones industrielles avaient été mise en place uniquement pour la production et ont été à l'origine d'une grave spéculation foncière dans les villages proches de Hanoi où le prix des terres a atteint des prix extrêmement élevés ces dernières années.

Ouvrage coordonné par

Hervé RAKOTO RAMIARANTSOA,

Bénédicte THIBAUD *et* Daniel PEYRUSAUBES

RURALITÉS NORDS-SUDS

Inégalités, conflits, innovations

L'HARMATTAN

Photo de couverture

*Cultures maraîchères rurales, dans l'arrière-pays de Toliara (Madagascar),
septembre 2002 (cliché : Daniel Peyrusaubes)*

La mise en forme générale du document a été assurée
par Patrick Dieudonné

© L'HARMATTAN, 2008

5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-06622-9

EAN : 9782296066229